

quelqu'un impose un système pour mettre de l'ordre dans la situation, sinon personne ne pourrait demeurer agriculteur.

À cause des hauts et des bas de l'offre, le marché connaissait une énorme instabilité. L'offre était beaucoup trop forte à certains moments, après quoi s'installait une pénurie qui pouvait durer des semaines. Vous pouvez imaginer comme les prix pouvaient fluctuer en fonction de l'offre. Quand le produit était abondant sur le marché, les prix chutaient évidemment. Quand il y avait pénurie, les prix augmentaient. Vous imaginez-vous le problème de l'agriculteur qui essayait de décider de donner de l'expansion à son entreprise avec ce genre de fluctuation sur le marché? C'était tout simplement impossible.

Le marché échappait alors à tout contrôle, ce qui explique les grandes fluctuations de l'offre où des hausses spectaculaires des prix étaient suivies presque immédiatement par un effondrement du marché quand l'offre redevenait abondante. En fait, il y avait des moments où l'on ne pouvait même pas faire don du produit. On le répandait par terre parce qu'on ne pensait pas à l'époque qu'un office de commercialisation puisse un jour fonctionner. Mais le gouvernement libéral l'a fait fonctionner. C'est tout à l'honneur du gouvernement libéral précédent et de Eugene Whelan qui ont mis les offices de commercialisation en marche. Je constate, avec le temps qui passe, qu'on s'attaque à ces organismes. On s'y attaque avec le projet de loi à l'étude. Les agriculteurs commencent à abandonner les uns après les autres, incapables de supporter la pression.

Sans un système de commercialisation ordonné, les problèmes font boule de neige. Sans stabilité des prix, les agriculteurs ne pouvaient planifier. Ils ne pouvaient pas développer leurs exploitations à cause de l'incertitude qui régnait dans leur industrie, c'est pourquoi beaucoup d'entre eux renonçaient à l'agriculture. Les risques étaient trop élevés et parfois un trop grand nombre d'entre eux abandonnaient. L'effet contraire s'ensuivait soit la pénurie de l'offre, et les hauts et les bas se succédaient.

Ce projet de loi apporte un peu de stabilité au marché et il n'est pas coûteux. Je me demande bien pourquoi le gouvernement a tripotouillé le programme, alors qu'il

s'agit d'une source de recettes relativement peu coûteuse. Il n'y avait pas d'intérêts à payer, mais pourquoi la garder s'il faut payer des intérêts? Je suis sûr que la plupart des agriculteurs dynamiques préféreront emprunter aux banques.

Quand il s'agit d'une chose aussi essentielle que la nourriture, il importe de prendre des mesures pour assurer toute l'année un approvisionnement constant, un bon produit et un bon prix. Tel était le but de ce programme: stabiliser le marché pour permettre un approvisionnement constant en produits agricoles. C'est si nécessaire quand on parle de quelque chose d'aussi essentiel que la nourriture. Nous ne pouvons permettre que l'offre essentielle de denrées alimentaires varie au rythme des fluctuations extrêmes que connaît le marché. C'est trop important.

La stabilisation des marchés des produits agricoles, grains ou produits laitiers, exige le même système de soutien. Les agriculteurs canadiens appréciaient ce système qui est la meilleure solution pour tous les intéressés.

On ne peut plus compter sur le gouvernement actuel pour créer de nouveaux programmes, mais il pourrait au moins appuyer les bons programmes déjà en place. Ils ne coûtent pas cher. Je pense qu'il conviendrait de faire tout en notre pouvoir pour les protéger car ils stabilisent un aspect fort important d'un secteur fondamental pour le pays.

Tel est l'objet de ce programme. C'est à cela qu'il sert. Il permet aux agriculteurs de contracter des emprunts sans intérêt et de procéder à la mise en marché ordonnée de leurs récoltes. Les emprunts sans intérêt facilitent la tâche aux agriculteurs qui, autrement, se verraient obligés de vendre leurs produits aussitôt récoltés. Et nous savons tous quel en serait alors le prix.

Je ne sais pas si les entreprises de transformation et les multinationales seront d'accord avec moi. J'en doute fort. Elles préféreraient de loin que l'agriculteur à court d'argent les supplie d'acheter ses récoltes rapidement car il doit sans doute s'en défaire à un vil prix. Et l'on connaît les conséquences désastreuses que cela pourrait entraîner pour le secteur et pour l'agriculteur, même à court terme.

### *Initiatives ministérielles*